

CCBCL INFO



C.C.B.C.L

SOMMAIRE

Actualité de la Chambre p. 1-2

Nouvelles de Lubumbashi p. 3

Annonces p. 4-9

Affaires juridiques p. 10

Dossier p. 11-13

Appels d'offres p. 14-15

Échos du Congo p. 16-17

Échos de l'Étranger p. 18-20

Contact

C/o Alliance Belgo
Congolaise
Av. de la Justice
2703 , Kinshasa
Gombe
R.D.Congo

Heures d'ouvertures du secrétariat

Du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30

Téléphone

081 88 48 319
089 89 49 292

E-mail

ccbc@gbs.cd

Site web

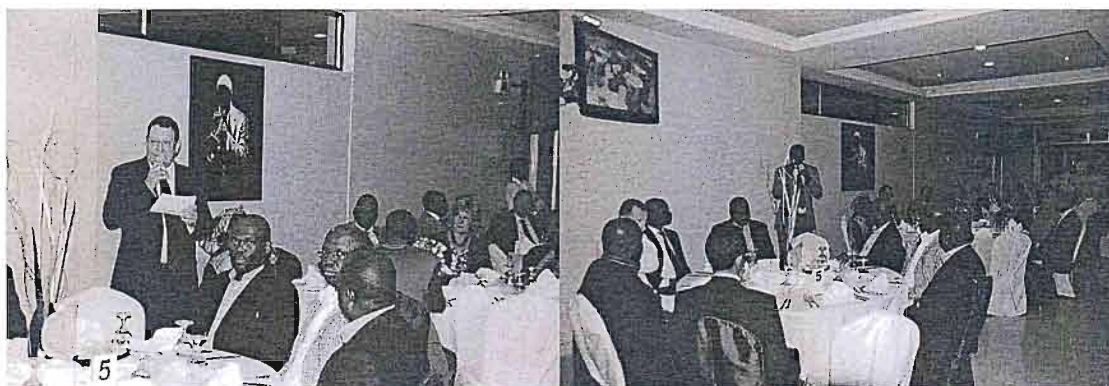
www.ccbc-rdc.be

Ce bulletin est réalisé grâce à l'appui du SPF Affaires Etrangères et des Régions

ACTIVITES DU MOIS D'OCTOBRE 2011

Soirée Membres : le mercredi 19 octobre 2011

Afin d'améliorer l'atmosphère de la Chambre et permettre aux membres de mieux se connaître, la Chambre a organisé une « Soirée Membres » le mercredi 19 octobre 2011 à la Salle Universal. Le concept de la soirée était le suivant : Chaque membre était placé à une table. Au cours du repas, une partie des membres a été invitée à changer de place autour de la table et ce, après chaque changement de plat (après l'entrée puis après le plat principal). De cette manière, les membres ont pu faire connaissance d'un plus grand nombre de personnes que s'ils étaient restés assis toute la soirée à côté de la même personne. Plus de 70 membres étaient présents à la soirée. La formule de cette soirée a été appréciée par tous les participants !



Réunion du Conseil d'Administration : le jeudi 20 octobre 2011

Une réunion du Conseil d'Administration s'est tenue le jeudi 20 octobre dans les locaux de la CCBCL.

Formation « *Négociateur comme un professionnel* » : du mercredi 26 au vendredi 28 octobre 2011

C'est au sein des bâtiments de l'Alliance-Belgo-Congolaise que 19 participants ont suivis avec intérêt la formation donnée par Monsieur Alain Manzenza, project peak performance strategist, diplômé en MBA à London School of Business Finance / UK, et créée par le Centre Belgo Congolais de Formation en Management. Les participants étaient très satisfaits de la formation. Ils connaissent maintenant les tactiques permettant d'aborder sereinement une négociation et d'aboutir à un résultat positif. A l'issue de cette formation, les participants ont reçu leur certificat de participation signé par le Président.

ACTIVITES DU MOIS DE NOVEMBRE 2011

Visite d'entreprise de l'Imprimerie AGB

En raison d'une importante commande liée à la campagne électorale, la visite d'entreprise de l'Imprimerie AGB, qui était prévue pour le mercredi 2 novembre 2011, a malheureusement été annulée.

Nous espérons pouvoir reprogrammer cette visite avant la fin de l'année. Nous vous tiendrons informé dès que la date sera fixée.

Déjeuner-Conférence : le mercredi 23 novembre 2011

La Chambre organise le mercredi 23 novembre 2011, un Déjeuner-Conférence sur le thème « *L'introduction de la TVA en RDC au 1^{er} janvier 2012* ». Ce Déjeuner-Conférence sera animé par Mr Samuel MANZAMBI-KAVAKO, Directeur Général de M&M Partners Congo et Expert Comptable et Fiscal, dans la salle Virunga de l'Hôtel Memling, à 12h30.

Vous trouverez en annexe le bulletin d'inscription. Pour toute autre information, veuillez prendre contact avec le secrétariat de la Chambre (Tél : 081 88 48 319 ; email : ccbc@gbs.cd).

Vu l'importance du sujet et la proximité de la mise en œuvre de cet important changement dans nos habitudes, nous espérons que vous serez nombreux à vous y inscrire, et nous vous conseillons dès à présent de préparer vos questions auxquelles Mr MANZAMBI-KAVAKO se fera un plaisir de répondre.

Réunion du Conseil d'Administration : le jeudi 24 novembre 2011

Le Conseil d'Administration se réunira le jeudi 24 novembre 2011 dans les locaux de la CCBCL.

ACTIVITES DU MOIS D'OCTOBRE

Réunion de l'Antenne, le 27 octobre 2011

L'Antenne de Lubumbashi s'est réunie le 27 octobre 2011.

ACTIVITES DU MOIS DE NOVEMBRE

Journée Belge : le 20 novembre 2011

L'Antenne organisera un rallye architectural au travers de Lubumbashi lors de sa Journée Belge prévue pour le 20 novembre prochain. Le Consulat Général de Belgique offrira le petit-déjeuner au Park Hotel à partir de 8h30. Le repas de midi sera servi au Cercle Belge, avec BBQ et frites belges au menu.

Déjeuner-Conférence : le 16 décembre 2011

L'Antenne de Lubumbashi organisera son 3ème et dernier Déjeuner-Conférence de cette année 2011 le 16 décembre 2011 sur la TVA.

Les activités et les services organisés par la CCBCL, située à Lubumbashi sont automatiquement valables pour les membres qui se trouvent à Kinshasa et vice versa !

a) Programme des foires et salons octobre 2011

FOIRE A LA BROCANTE

Brocante

Lieu: Luxexpo Expo Center

Circuit De La Foire Internationale 10, 1347 Kirchberg, Luxembourg **12/11 – 13/11/2011**

Organisation: Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg

Route de Longwy 103, 4750 Petange, Luxembourg

Tél.: 00352/50.39.27 – Fax : 00352/23.65.02.86

info@luxexpo.lu

www.luxexpo.lu

HOUT & HABITAT

Bâtir, Réнове, Immobilier

Lieu: Antwerp Expo (Artexis Group - Exhibition & Congress Centres)

Jan Van Rijswijcklaan 191, 2020 Anvers, Belgique

17/11 – 20/12/2011

Organisation: Artexis (Public & Trade Fairs)

Maaltekouter 1, 9051 Gent, Belgique

Tél.: 09/241.92.11 – Fax : 09/241.93.25

info@artexis.com

www.artexis.com

**ENERGIES+ECONOMIES D'ÉNERGIE ET BÂTIMENT DURABLE -
CONSTRUCTION - RÉNOVATION**

Salon International des économies d'énergie

Lieu: WALLONIE EXPO (WEX) Expo Center

Parc des Activités du Wex

Rue des 2 Provinces 1, 6900 Marche-en-Famenne, Belgique

18/11 – 20/11/2011

Organisation: Mapcom Events

Boulevard d'Avroy 69/71, 4000 Liège, Belgique

Tél.: 04/223.17.76 – Fax : 04/223.17.86

info@mapcom.be

www.mapcom.be

HABITAT

Construction - Décoration - Energie – Ameublement

Lieu: Foire Internationale de Liège sc Expo Center

Avenue Maurice-Denis 4, 4000 Liège, Belgique

18/11 – 27/11/2011

Organisation: Foire Internationale de Liège sc Fair Organizer

Avenue Maurice-Denis 4, 4000 Liège, Belgique

Tél.: 04/227.19.34 – Fax : 04/227.18.95

info@fil.be

www.fil.be

HOUT EN GROEN WONEN

Bâtir, Réнове, Immobilier

Lieu: Waagnatie 150,

Rijnkaai Anvers 2000, Belgique

Avenue Maurice-Denis 4, 4000 Liège, Belgique

18/11 – 27/11/2011

Organisation: Hout en Groen Women
Plaatsnijdersstraat 5, 2000 Antwerpen, Belgique
Tél.: 03/237.84.40 – Fax : 03/237.84.40
houtengroenwonen@telenet.be
www.fil.be
www.houtengroenwonen.be

ENERGIE & HABITAT

Salon de l'efficacité énergétique et de la construction durable

Lieu: Namur Expo (Artexis Group - Exhibition & Congress Centres)
Avenue Sergent Vriethoff 2, 5000 Namur, Belgique

25/11 – 28/11/2011

Organisation: Artexis (Public & Trade Fairs)

Maaltekouter 1, 9051 Gent, Belgique
Tél.: 09/241.92.11 – Fax : 09/241.93.25
info@artexis.com
www.artexis.com

9^{ème} Foire Internationale de Lomé (Togo) / Foire Commerciale de la CEDEAO

Promotion des activités commerciales

Lieu: Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé
« TOGO 2000 », Togo,

25/11 – 12/12/2011

Pour tous renseignements:

Prendre contact avec la FEC Tél : 081.248.88.90 – 081.248.89.09
Ou consulter le site web www.cctrdc.com

Rencontre d'affaires Afrique Centrale-Europe à Douala (Cameroun)

Premières rencontres d'affaires entre les chefs d'entreprises d'Afrique Centrale (CEEAC/CEMAC) et les promoteurs français et européens

Lieu: Douala (Cameroun)

30/11 – 01/12/2011

Organisation: la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun et l'Institut de Promotion des Activités de Développement (IPAD) de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

Pour tous renseignements :

Prendre contact avec la FEC Tél : 081.24.88.890 – 081.24.88.909
Ou consulter le site web www.africa-europa.net/cameroun2011/

Foire commerciale d'Ondangwa (Namibie)

Où les opérateurs économiques congolais sont invités à exposer leurs produits et services

Pour tous renseignements :

Prendre contact avec la FEC Tél.: 081.24.88.890 – 081.24.89.890

13/12 – 17/12/2011

Bangalore HR Summit 2011

Learning & Development Strategies for HR Effectiveness

Lieu : Le Meridien, Bangalore-52, Inde

16/12 – 17/12/2011

Organisation: International Convention of Human Resources Professionals

Tél.: +91/80.65617338, 41244291
hr@hrsummit.in
www.hrsummit.in

45^{ème} Foire Internationale du Caire (Egypte)

Appel aux hommes d'affaires

des pays membres du COMESA et du Bassin du Nil

Lieu : Cairo International Convention Centre, Nasr City, Cairo

18/03 – 30/03/2012

Pour tous renseignements :

Tél. : +202/240.32.968 - +202/226.21.716

info@cairofair.com – reservation@cairofair.com

Exposition sur l'import International

China International Import Expo CIE 2012

Lieu : Kunshan, Province du Jiangsu, Chine

29/03 – 31/03/2012

Organisation: Chambre de Commerce International de la République Populaire de Chine

Inscription : Au secrétariat de l'Administrateur Délégué au siège de la FEC, Avenue des Aviateurs 10, Kinshasa/Gombe, RDC

Tél.: 081.24.88.890 – 081.24.88.809

A2D Conseil

- **8 au 10 Novembre au siège du GICAM (principale organisation patronale du Cameroun) à Douala au Cameroun**, Forum Internationale des Pionniers de la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Afrique organisé par l'Institut Afrique RSE en partenariat avec Le GICAM. Enjeu : « co-construction d'une RSE par l'Afrique et pour l'Afrique » ; Plus d'informations sur www.institut-afrique-rse.com et www.legicam.org
- **16 novembre, World Forum de Lille en partenariat avec l'Institut Afrique RSE**
Co-organisation et animation de l'atelier Richesse émergente : comment assurer une croissance durable et équitable en Afrique grâce à la RSE ?

Information et contact:

Thierry Téné

Directeur de A2D Conseil

Tel : +33 (0) 6 21 93 91 45

Skype: tenethierry1

www.a2dconseil.eu - www.lesafriques.com - www.thierrytene.com

b) Proposition d'affaires

La présente rubrique est constituée d'annonces dont l'insertion n'engage pas la responsabilité de la CCBCL

Sotrad Water

La société Sotrad Water développe, fabrique, commercialise et transporte des unités de traitement d'eau pouvant produire entre 300 litres et 100m³ d'eau potable par heure à partir d'eaux de surface et combinant un ensemble de technologies de pointe, assurant une eau de qualité supérieure aux populations.

La société Sotrad Water commercialise également des réservoirs souples de stockage d'eau et d'hydrocarbures, ayant des dimensions allant de 300 litres de capacité à 100m³, mais pouvant aller au-delà avec une gamme de dimensions variant sur demande.

Pour de plus amples détails concernant les activités de cette société, nous vous invitons à consulter le site internet www.sotradwater.be.

La société Sotrad Water est à la recherche de partenaires commerciaux en RDC et souhaiterait notamment entrer en contact avec des entreprises de génie civil ou toute autre entreprise faisant face à une problématique d'alimentation en eau ou en carburant.

Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec Mr Benjamin Latour, Area Project Manager, Tél. : +243.99.090.85.43, email : bl@sotrad.be

Transcend

La société Taïwanaise Transcend Information, active sur le marché de l'informatique, est à la recherche d'un distributeur / partenaire pour la représenter en RDC.

Voici une présentation succincte de cette société :

- Transcend Information Inc. a été créée en 1988 et est basée à Taipei, Taiwan
- Transcend est le 3ème constructeur mondial de clés USB
- Transcend est le 4ème constructeur mondial de cartes mémoires flash
- Transcend ne soustrait sa production et notre capacité peut atteindre 15 millions d'unités par mois
- Le portfolio de produit comprend plus de 2000 modules mémoires
- Transcend propose aussi une gamme produit stratégique qui inclut Disque durs externes, graveur externes, lecteur de cartes, Cadres photos numériques, Lecteur MP3 et MP4, SSD portables

Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec Mr Jean Coué, Responsable Afrique Francophone de la société Taïwanaise Transcend Information, Tél. : +886.2.2795.7624, email: jean_coue@transcend.com.tw

bSpirit

bSpirit vous propose de publier des insertions publicitaires dans son magazine de bord bSpirit à des conditions préférentielles.

Le magazine est disponible sur tous les vols de Brussels airlines, depuis/vers l'Afrique, et lu par des hommes d'affaires, les expats, les investisseurs et les membres de la diaspora.

Les membres de la CCBCL profitent de 10% de remise sur les emplacements, places pour 1 ou 2 insertions, et 15% de remise au-delà de 2 éditions.

Pour de plus amples informations concernant cette offre, vous pouvez contacter Stephanie Cregut sur stephanie.cregut@ink-global.com

c) Curriculum vitae

CV Estelle MPASI MENGI : Voir en annexe

« Actuellement étudiante en Master 1 Administration et Echanges Internationaux de spécialité Entreprenariat et PME, au sein de l'Université Paris Est Créteil, je suis **activement à la recherche d'un stage conventionné**.

En effet, dans le cadre de notre formation, un stage **d'une durée de 6 mois minimum débutant dès le mois de janvier 2012** nous est imposé.

Désireuse, de m'exporter à l'étranger dans les années à venir, mon choix se porte pour une entreprise à l'étranger afin de bénéficier d'ors et déjà de connaissances et savoir-faire nouveaux. De plus, bénéficier d'une expérience à l'étranger me permettra de découvrir des cultures d'entreprises nouvelles.

Mes expériences professionnelles m'ont permise d'acquérir une maîtrise rapide, de la rigueur, ainsi qu'un bon sens organisationnel nécessaire à un poste à responsabilités.

De nature volontaire, ambitieuse et professionnelle, des qualités que je désirerais mettre à votre profit, pour être un ambassadrice efficace et représentative de votre enseigne.

Je serais très enthousiaste, de vous faire part de mes motivations à intégrer votre entreprise ou pour d'éventuels informations.

En espérant que mon parcours et mes motivations correspondent à ce que vous recherchez, veuillez agréer Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations. »

Mlle MPASI MENGI

d) Ex-Change

La newsletter de notre partenaire Ex-Change est disponible à l'adresse suivante : <http://www.ex-change-expertise.be/newsletter/NL012/>

Veuillez noter que cet hyperlien reste actif environ 3 mois d'affilée.

e) Divers

Appel à candidatures dans le cadre du Prix de la Gouvernance d'Entreprise en RDC 2011-2012 – Prolongation de la date limite d'introduction des candidatures

Il s'agit de la première édition d'un Prix organisé par le nouveau Fonds Gouvernance d'Entreprise en RDC, géré par la Fondation Roi Baudouin.

D'une valeur de 25.000 €, ce Prix sera remis en 2012 à une femme ou un homme congolais qui gère son entreprise de manière remarquable en RDC.

L'objectif est de mettre en avant des bonnes pratiques entrepreneuriales qui bénéficient aussi à la communauté et qui peuvent inspirer d'autres acteurs du secteur privé en RDC.

Les candidatures doivent être obligatoirement introduites via un dossier de candidature en ligne. **La date limite est fixée au 16 novembre 2011 (nouvelle date !)**.

Toutes les infos utiles, le dépliant de cet appel et le dossier de candidature sont disponibles sur le site internet de la Fondation Roi Baudouin : www.kbs-frb.be (Home-Projets-Appels à projets-Prix de la Gouvernance d'Entreprise en RDC ou <http://www.kbs-frb.be/call.aspx?id=284130&LangType=2060>).

La fondation Abeo¹ et son portail-web pour guider les créateurs d'entreprises en RDC

La fondation Abeo a mis en place un « *Portail web pour les entrepreneurs cherchant à développer une activité économique en RDC* » : www.guide-entreprises.org.

Véritable plate forme d'informations interactive pour tous les créateurs de petites entreprises, ce nouveau portail-web rassemble de manière synthétique les informations nationales et internationales nécessaires aux opérateurs privés (investisseurs africains ou autres – particulièrement les très petites entreprises et les moyennes entreprises) cherchant à développer une activité économique en RDC et dans d'autres pays africains.

Intégrant les notions de Web 2.0 et de web social tout en restant léger, ce portail permet d'orienter et de faciliter les recherches de financement et d'accompagnement technique de manière efficace et appropriée. L'internaute trouvera réponse aux questions suivantes : « Comment créer un plan d'affaires ? », « Qui peut financer mon projet ? », « Quelles sont les procédures pour créer mon entreprise ? », « Qui peut m'aider ? », ...

Ce portail, qui propose même d'être tenu au courant automatiquement des mises à jour et de l'actualité du secteur de la création d'entreprises, a l'ambition de devenir rapidement une plate forme incontournable pour tous les créateurs de petites entreprises, les institutions financières et les bailleurs de fonds.

La remontée des informations est assurée par un réseau de partenaires parmi lesquels on trouve notamment les organisations intermédiaires de la création d'entreprises ainsi qu'un représentant par pays qui joue un rôle centralisateur dans la pérennité du projet.

Ce projet a été développé grâce au soutien de la Coopération Belge au Développement et de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Toutes les informations utiles aux développeurs d'entreprises en RDC sont désormais disponibles sur www.guide-entreprise.org/les-aides-par-pays/rd-du-congo.

Fête du Roi

Le Comité « Te Deum » invite les belges et les personnes intéressées à participer au ***Te Deum*** qui sera chanté en l'église Sainte-Anne à Gombe le ***mardi 15 novembre 2011 à 17heures***.

¹ La Fondation Abeo (www.abeo.be) est une fondation belge, dont l'objectif global est de promouvoir le Droit au développement et de protéger les droits fondamentaux des individus, sans discrimination et de manière participative. Le droit à l'information est une des composantes de ce droit au développement.

Mlle MPASI MENGI Estelle

22 ans
Permis B
Nationalité Française

4 rue Gustave Courbet
91100 Corbeil Essonnes
Tél: 06.86.56.98.52
@: Mpasimengi.estelle@yahoo.fr

FORMATIONS

2011-2012: Master 1 Administration et Echanges Internationaux
Spécialité : Entreprenariat et PME
Université Paris Est Créteil

2009-2010: Licence Administration Economie et Social
Spécialité: Administration et Gestion des Entreprises
Université Evry Val d'Essonnes

2007: Baccalauréat Science et Technologie de la Gestion
Spécialité Communication et Gestion des Ressources Humaines
Lycée Robert Doisneau

EXPERIENCES

Novembre 2010- Mai 2011: Cours de français aux jeunes 6-12 ans
Famille d'accueil anglaise
SW15 London

Janvier 2009- Octobre 2010: Conseillère de Vente " Galeries Lafayette "
Galeries Lafayette Evry 91000
Accueil clientèle, renseignements, merchandising, gestion des stocks

Février 2008- Décembre 2008: Chargé Administration des Activités
"Espace Ville" 91100 Corbeil Essonnes
Planification des activités, négociation auprès des prestataires, gestion budgétaire

COMPETENCES

Bureautique: Word, Excel, Powerpoint
Langues: Anglais Lu +++ Ecrit +++Parlé+++
Espagnol Lu +++ Ecrit +++ Parlé ++

INTERÊTS

Présidente Association " 1 chance, 1 avenir" : accompagnement et soutien scolaires aux jeunes
Volley Ball :club universitaire de 2007-2010

JOURNAL OFFICIEL – RAPPEL

Nous vous rappelons que nous avons renouvelé notre abonnement au Journal Officiel pour l'exercice 2011. Nous avons souscrits pour les Numéros Ordinaires, dans la première partie bimensuelle, qui comprennent :

- les textes légaux et réglementaires de la République Démocratique du Congo (les lois, les décrets-lois, les décrets et les arrêtés ministériels...);
- les actes de procédures (les assignations, les citations, les notifications, les requêtes, les jugements, arrêtés...);
- les annonces et avis.

Et certains Numéros Spéciaux.

Vous êtes les bienvenus à la Chambre si vous souhaitez faire la lecture ou une copie d'un numéro.

TEXTES LEGAUX TRANSMIS PAR LA FEC

Décret N° 011/37 du 11 octobre 2011 portant mesures conservatoires en matière d'exercice du petit commerce et du commerce de détail *Source : Primature, Kinshasa / Gombe*

Vous êtes les bienvenus à la Chambre si vous souhaitez une copie de ce texte et/ou des observations formulées par les membres de la FEC sur les nouvelles dispositions à l'intention de son Excellence Monsieur le Ministre du Commerce.

La volatilité des prix alimentaires mondiaux, toujours forte, pénalise surtout les pays pauvres

Source : www.worldbank.org du 01/11/2011

Les prix alimentaires mondiaux restent soutenus. Conjugée à une certaine volatilité, cette situation frappe durement les pays les plus pauvres et accroît les tensions sur l'économie mondiale, selon le nouveau rapport Food Price Watch du Groupe de la Banque mondiale, publié à la veille du sommet du G20 de Cannes, en France. Alors que l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a enregistré un repli marginal de 1% le mois dernier, s'établissant à 5% de son record de février, il dépasse encore de 19% son niveau de septembre 2010.

*« La crise alimentaire est loin d'être finie », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, **Robert B. Zoellick**, qui exhorte les pays du G20 d'accorder la priorité à l'alimentation. « Les prix restent volatils et des millions d'êtres humains en subissent toujours les conséquences. La Banque mondiale s'est rapprochée de la présidence française du G20 et des organisations internationales partenaires pour décider d'actions de protection des plus vulnérables contre les effets délétères de cette volatilité et pour s'attaquer à certaines racines de ce phénomène. Il ne suffit pas de s'occuper des banques et de la dette pour conjurer la crise. Des millions d'êtres humains affamés et mal nourris vivent une crise au quotidien. Le G20 de Cannes peut et doit prendre des mesures pour répondre à leurs besoins ».*

Les chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront à Cannes les 3 et 4 novembre pour évoquer l'économie mondiale devraient valider un train de mesures concrètes : amélioration de la transparence et de la coordination des politiques afin de déceler très en amont les éventuels problèmes ; aide aux pays pour gérer la fluctuation des prix en s'appuyant sur des instruments plus efficaces de gestion des risques ; promotion d'une agriculture plus productive et plus résiliente ; et acheminement rapide de vivres aux populations dans le besoin, en puisant dans les réserves régionales d'aide alimentaire d'urgence et en acceptant la levée des interdictions d'exportation de nourriture pour le Programme alimentaire mondial. Le monde compte désormais plus de 7 milliards d'habitants – un chiffre impressionnant qui impose plus que jamais à la communauté internationale de se mobiliser pour renforcer la sécurité alimentaire.

Selon le rapport trimestriel *Food Price Watch*, les inondations récentes en Thaïlande – les pires depuis 50 ans – pourraient renforcer les incertitudes à court terme, avec des pertes totales de production estimées entre 16 et 24%. Parallèlement, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique touche désormais plus de 13,3 millions d'habitants – un million de plus qu'en août et les perspectives sont préoccupantes.

Selon le rapport, les céréales ont augmenté de 30% entre septembre 2010 et septembre 2011, le maïs progressant de 43%, le riz de 26% et le blé de 16%. L'huile de soja s'est renchérie de 26%. Au dernier trimestre cependant, l'accroissement de 3% des cours des céréales a été plus ou moins compensé par un recul équivalent pour les matières grasses.

La volatilité, plus forte dans les pays à faible revenu, devrait subsister à moyen terme, entretenue par de multiples facteurs intérieurs et internationaux. La pression démographique et la modification des habitudes alimentaires, l'interdépendance accrue entre les prix alimentaires et les prix énergétiques comme le développement des agro-carburants font partie des facteurs structurels qui entretiennent cette situation.

Pour autant, des anticipations positives pour les approvisionnements et les stocks pourraient lever une partie des tensions sur les cours alimentaires mondiaux. Les dernières prévisions pour 2011-12 tablent sur un niveau record en dix ans des stocks mondiaux de blé, la production mondiale de maïs ayant augmenté de 4% grâce aux bons résultats en Argentine, au Brésil, en Chine, en Russie et en Ukraine. La production mondiale de riz devrait elle aussi connaître une embellie en 2011-12, des précipitations particulièrement propices pendant la mousson en Inde ayant entraîné une récolte exceptionnelle.

Ces gains de production sur certains marchés soulignent la nécessité de préserver l'ouverture des marchés internationaux, d'acheminer des vivres aux populations dans le besoin, de fournir des incitations aux agriculteurs pour augmenter la production et d'éviter les comportements de panique liés aux interdictions d'exportation.

Même si les difficultés économiques mondiales atténuent la demande et provoquent un recul des cours alimentaires, leur impact sur les pays en développement sera probablement mitigé – les pays exportateurs de denrées alimentaires et les producteurs pauvres des zones rurales étant pénalisés au profit des importateurs et des consommateurs. Le rapport *Food Price Watch* met en garde contre les difficultés que les pays en développement pourraient éprouver pour protéger leurs populations vulnérables, leurs ressources ayant été mises à mal par la crise économique et les programmes de relance.

En outre, les inquiétudes liées à l'état de l'économie mondiale pourraient compromettre les investissements à moyen et long termes dans la recherche agronomique et des techniques agricoles plus productives, surtout si la volatilité persiste.

Soucieux d'améliorer les informations sur la volatilité, les ministres de l'Agriculture du G-20 ont officiellement lancé en septembre le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), qui permettra de renforcer la transparence des marchés sur les perspectives alimentaires mondiales à court terme, en particulier en termes de stocks, et de repérer des conditions anormales afin de pouvoir réagir au plus vite.

L'action du Groupe de la Banque mondiale pour faire de l'alimentation la priorité numéro un

- Dans la Corne de l'Afrique, le Groupe de la Banque mondiale met à disposition 1,88 milliard de dollars pour sauver des vies, améliorer la protection sociale, permettre la reprise économique et renforcer la résistance des populations à la sécheresse. Plus de 13 millions de personnes sont touchées par la crise.
- Un tout nouveau produit de gestion du risque, élaboré par le Groupe de la Banque mondiale et fourni par la Société financière internationale (IFC), permettra de lever jusqu'à 4 milliards de dollars pour protéger les agriculteurs, les producteurs et les consommateurs des pays en développement face à la volatilité des cours des denrées alimentaires.
- Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) soutient près de 40 millions de personnes, grâce à une aide de 1,5 milliard de dollars.

- Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à augmenter ses dépenses dans le domaine de l'agriculture pour les porter autour de 6 à 8 milliards de dollars par an, contre 4,1 milliards en 2008.
- Le Groupe de la Banque mondiale soutient le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), qu'il a établi en avril 2010 (à la demande du G20) afin d'appuyer les plans mis en place dans les pays pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et de favoriser les investissements en faveur des petits agriculteurs. À ce jour, six pays ainsi que la Fondation Bill et Melinda Gates se sont engagés à fournir environ 971,5 millions de dollars au cours des trois prochaines années, sachant que 571 millions ont déjà été levés.
- Le Groupe de la Banque mondiale coordonne son action avec les agences des Nations Unies, dans le cadre du Groupe de travail de haut niveau sur la sécurité alimentaire, de même qu'avec les organisations non gouvernementales.
- Le Groupe de la Banque mondiale soutient le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), qu'il avait contribué à créer en 1971. En 2008, le CGIAR a engagé un processus de réforme, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres partenaires, qui a débouché sur l'adoption d'une stratégie globale. Celle-ci redéfinit les programmes de recherche internationaux et le modèle de financement, afin que le CGIAR puisse obtenir et absorber nettement plus de fonds pour ses programmes – l'objectif étant d'atteindre un budget annuel de 1 milliard de dollars en 2013. La Banque mondiale apporte son concours à hauteur d'environ 50 millions de dollars par an. L'augmentation du financement de la recherche mondiale par la communauté internationale est indispensable quand on sait que le gain de production agricole devra avoisiner les 70% d'ici 2050 et que l'on dispose de seulement cinq à dix ans pour élaborer de nouvelles variétés et les distribuer aux agriculteurs.

Avis d'appel d'offres pour Etudes Techniques en vue de la Construction du Pont LUNA

Financement : BAD

Responsable : UNOPS

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 081 71 52 115

Email : ClaudeT@unops.org

Adresse : 08, Avenue Dibanda, Q/ Malandji, Kananga/Kasaï – Occidental, RDCongo

Avis d'appel d'offres pour Travaux de réhabilitation de l'Hôpital Général de Référence d'ISANGI

Financement : FAD

Responsable : BCECO

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 099 85 84 560 – 089 89 11 972

E-mail : bceco@bceco.cd - dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Travaux de réhabilitation de quatre Hôpitaux Généraux de Référence (HGR) dans la province Orientale

Financement : FAD

Responsable : BCECO

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 099 85 84 560 – 089 89 11 972

E-mail : bceco@bceco.cd - dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Travaux de construction neuve

Financement : FAD

Responsable : BCECO

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 099 85 84 560 – 089 89 11 972

E-mail : bceco@bceco.cd - dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Réalisation et équipements de forages dans cinq (5) HGR

Financement : FAD

Responsable : BCECO

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 099 85 84 560 – 089 89 11 972

E-mail : bceco@bceco.cd - dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Travaux de construction

Financement : FAD

Responsable : BCECO

Date limite : le 24 novembre 2011

Tél.: 099 85 84 560 – 089 89 11 972

E-mail : bceco@bceco.cd - dpm@bceco.cd

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Avis d'appel d'offres pour Acquisition et installation d'un groupe électrogène de 110 KVA

Financement : IDA

Responsable : UNCP/PARRSA

Date limite : le 25 novembre 2011

Tél.: 081 81 37 923

E-mail : uncp_parrsa@yahoo.fr

Adresse : Croisement Avenue Batetela et Bld du 30 juin, Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour Travaux d'entretien de la route Kisangani-Lubutu-Walikale et ouvrages d'art

Financement : UE

Responsable : UNOPS

Date limite : le 25 novembre 2011

Tél.: 081 70 09 600

E-mail : Cdocsoumission@unops.org

Adresse : 57, Avenue du Livre, Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour Travaux d'Aménagement des salles de formation de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA)

Financement : FAD

Responsable : CEP

Date limite : le 30 novembre 2011

Tél.: 099 99 06 172 - 081 22 32 914

E-mail : pmr_cep@yahoo.fr

Adresse : 4155, Avenue des Coteaux, Q/Petit pont, Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour Travaux de réhabilitation du Siège de l'Assemblée Provinciale du Kasai Occidental

Financement : IDA

Responsable : PRCG

Date limite : le 30 novembre 2011

Tél.: 099 29 05 743 – 099 29 05 755

E-mail : prcgrdc@gmail.com

Adresse : Boulevard Colonel Tshatshi dans l'enceinte du Ministère de l'Intérieur, Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour fourniture de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de comprimés de Deltaméthrine

Financement : FIDA

Responsable : PIRAM

Date limite : le 02 décembre 2011

Tél.: 099 81 86 217 – 099 99 56 113

E-mail : blkin.profidardc@yahoo.fr

Adresse : 12, Avenue de la libération (ex-24 novembre en face de L'ISC), Kinshasa/Gombe

Avis d'appel d'offres pour Travaux d'aménagement de locaux

Financement : IDA

Responsable : CEPTM

Date limite : le 04 décembre 2011

Tél.: 099 82 05 204 – 099 02 83 235 – 081 24 78 006 – 099 99 86 452

E-mail : ptmrdct@yahoo.com

Adresse : 372, Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa/Ngaliema

Exploitation pétrolière : Albatros Oil DRC prend pied dans le Graben Albertine

Source : www.digicongo.net du 02/11/2011 (Le Potentiel, via digicongo.net)

Une nouvelle société pétrolière prend pied dans le lac Albert pour l'exploitation du brut dans le Graben Albertine, plus particulièrement sur le bloc 4 et dans le Tanganyika.

La nouvelle vient d'être portée à la connaissance du public par M. Claude Muntu Potshika, directeur général de Albatros Oil DRC au cours d'un entretien avec la presse.

Pour le moment, a-t-il dit, son entreprise est liée au gouvernement congolais par un protocole d'accord pour l'exploitation du brut sur le lac Albert, le Graben Albertine, bloc 4 et le Tanganyika. «Nous avons mené des recherches dont les données techniques ont été présentées le mardi 25 octobre au Grand Hôtel Kinshasa», a-t-il ajouté par ailleurs.

Les discussions se poursuivent, et pour convaincre la partie congolaise, le 12 novembre courant le DG de Albatros Oil DRC conduit une forte délégation au Canada et aux Etats-Unis, dans laquelle se retrouveront les membres de cabinet du ministre des Hydrocarbures.

Motif de ce déplacement : se rendre compte des capacités techniques et financières du groupe Albatros Oil. Entre-temps, précise M. Claude Muntu, un projet de protocole d'accord de partage de production est déposé sur la table du gouvernement. Son entreprise attend que s'ouvrent les discussions en matière de partage de production entre le gouvernement congolais et le groupe investisseur.

A combien évalue-t-on la production dans ces blocs où prend pied Albatros Oil DRC ? M. Claude Muntu avance des estimations chiffrées à plus de 33 milliards de barils aussi bien pour le bloc 4 du Graben Albertine que pour le Tanganyika dans le Nord de la Ruzizi et Kigoma. A en croire le directeur général de Albatros Oil, cette production serait bien au-delà de celle de la Libye.

Un investissement de plus de 700 millions usd

Et pour cet investissement, Albatros Oil se propose d'y injecter, en phase de prospection pour les deux premières années, un peu plus de 700 millions USD. Et dès que la prospection est concluante, le groupe investisseur s'amènera avec plusieurs milliards de dollars pour la phase d'exploitation. Toutefois, M. Claude Muntu se fait distraire sur le chiffre total de cet investissement.

D'autre part, si les pétroliers sont réputés pollueurs des écosystèmes, Albatros Oil DRC mettra, pour sa part, en œuvre une politique environnementale et sociale qui préserve les écosystèmes et prend en compte le social des populations congolaises. D'où la dénomination Albatros, symbole de cet oiseau rare protégé par Greenpeace.

«C'est déjà pour dire que Albatros fait attention à la biodiversité», a-t-il affirmé en substance. Aux Etats-Unis, a-t-il poursuivi, son entreprise fait partie du mouvement des verts, avec Greenpeace. C'est aussi la raison pour laquelle Albatros ne s'est pas intéressée aux autres blocs du Graben Albertine se trouvant littéralement dans les parcs. Alors que le bloc 4 est en plein lac. La spécialité de Albatros, c'est extraire du brut dans les eaux profondes en minimisant les risques de dommages sur la biodiversité.

Des opérateurs économiques de la ville de Mbandaka (Equateur) et ses environ sensibilisés sur la TVA

Source : www.digicongo.net du 02/11/2011 (Le Potentiel, via digicongo.net)

Des opérateurs économiques de la ville de Mbandaka (Equateur) et ses environ ont été sensibilisés pendant 3 jours à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Cette activité qui s'est clôturée samedi a été organisée par une délégation de la direction générale des impôts (DGI) venu de Kinshasa, a fait savoir l'Acp. Blaise Basthilwango, inspecteur de impôts à la DGI/Kinshasa, a affirmé que l'objectif de cette sensibilisation était d'apprendre aux hommes d'affaire de cette partie du pays les modalités de perception de la TVA ainsi que les avantages de cette taxe.

Selon lui, cet impôt a l'avantage de ne pas être inclus dans le prix de revient des biens. « La TVA permet aux contribuables de ne pas ressentir la pression fiscale », a-t-il ajouté.

La TVA est un impôt indirect sur la consommation des biens et services qui est supporté par le consommateur final. Elle doit remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaire (ICA). La loi qui l'a instituée a été votée en août 2010 et sera mise en application, au mois de janvier 2012 sur toute l'étendue du pays.

La RDC, le Burundi et le Rwanda se concertent à Lubumbashi sur leurs opportunités d'échanges

Source : www.mediacongo.net du 26/10/2011 (Okapi / MCN via mediacongo.net)

Le forum du secteur privé des pays membres de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) a ouvert ses portes, ce mardi 25 octobre, à Lubumbashi au Katanga. Une quarantaine des participants de la RDC, du Burundi et du Rwanda vont plancher, pendant trois jours, sur les opportunités d'échanges économiques entre les différents pays pour soutenir le développement de la sous région.

Les chambres de commerce des trois pays membres de la CEPGL (la RDC, du Burundi et du Rwanda), se rencontrent afin de créer de nouvelles opportunités d'affaires.

Elles réfléchiront dans le cadre de ce forum aux moyens de promouvoir l'investissement, de relancer et de dynamiser l'intégration économique, a indiqué le secrétaire exécutif de la CEPGL.

Le choix du Katanga, selon lui, se justifie par le fait qu'il partage les mêmes besoins et préoccupations de toutes les provinces de RDC frontalières du Rwanda et du Burundi.

Pour sa part, le gouverneur du Katanga a invité les hommes d'affaires rwandais et burundais à venir investir au Katanga; notamment dans les domaines minier, agricole et mêmes des infrastructures.

Les organisateurs espèrent atteindre plusieurs résultats à l'issue de ce forum, qui intervient «dans un contexte régional caractérisé par la pauvreté et le faible taux de croissance économique.» Il s'agit notamment de:

l'accroissement du volume des investissements intracommunautaire

la meilleure collaboration entre secteurs public et privé au sein de la communauté

l'amélioration des conditions de femmes dans le commerce informel transfrontalier dans les pays de la CEPGL.

Référendum : les raisons de la volte-face de Papandréou

Source : www.trends.be du 03/11/2011

Le Premier ministre grec a laissé entendre en fin de journée que le référendum n'aurait finalement pas lieu. Les pressions exercées de toute part auront donc eu raison de lui. Récit d'une journée extraordinaire.

Une journée en enfer pour le premier ministre grec. En l'espace de quelques heures, des pressions venues de l'Europe, de l'opposition, et même de son propre parti ont forcé Georges Papandréou à prendre le chemin de l'abandon du référendum sur le plan d'aide européen qu'il avait annoncé avec fracas ce mardi. Car depuis 48h, ce choix de consulter le peuple empoisonne ses relations avec l'Europe entière et avec les membres de sa propre majorité. Retour sur une spectaculaire volte-face.

Tout commence très tard hier soir. A 23h45, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel adressent un ultimatum au premier ministre. Le président affirme que l'Europe et le FMI n'iront pas "verser le moindre centime" au pays avant le vote de ce référendum. Un vote qui devra absolument poser la question du maintien ou non du pays dans la zone euro affirme le président. Les leaders européens font pression, car ils sont excédés par le choix de Papandréou d'organiser ce référendum qui aurait des conséquences désastreuses (détaillées dans cet article) pour le pays et pour la zone euro si le "non" l'emportait. Ils cherchent donc un vote positif rapide pour lancer dès que possible l'application du plan de sauvetage. Cette pression par le portefeuille est très efficace, car la Grèce a absolument besoin du prêt de 8 milliards d'euro de l'Europe et du FMI, vital pour payer ses fonctionnaires et faire face à ses prochaines échéances de remboursement de sa dette. Et si le référendum a lieu fin décembre, voire début janvier, il sera déjà trop tard pour les finances du pays.

Deuxième mauvaise nouvelle de la matinée pour le premier ministre. A 9h42, la majorité sur laquelle il compte pour son vote de confiance vendredi n'est plus acquise. La télévision grecque annonce que deux députées ne voteront pas la confiance. Le Pasok dispose de 152 députés sur un total de 300, mais avec deux députées en moins, il n'est plus en mesure de l'emporter. Ces deux femmes sont opposées au projet de référendum du premier ministre. Et ce ne sont pas les seules. Le très influent ministre des Finances Evangélos Vénizélos - rival malheureux de Papandréou à la direction du parti en 2007 - et le ministre du Développement Michalis Chrysohoïdis annoncent qu'ils sont aussi contre la tenue d'un tel vote.

Télémaque Hytiris, député très proche de Papandréou réclame l'alliance avec la droite pour sortir de la crise politique peu après midi. "Il faut que M. Papandréou se rende chez le président de la République, Carolos Papoulias pour que ce dernier convoque un gouvernement de coalition responsable afin de sortir de l'impasse politique." Trois ministres du gouvernement Papandréou se joignent au mouvement d'appel à l'union nationale, celui de la Santé, de l'Education, et des Transports.

Avertissement sans frais de la porte-parole de la Commission européenne Karolina Kottova à 12h20. Elle affirme que "dans la situation actuelle" des traités européens, la Grèce pourrait être éjectée de l'Union Européenne si son peuple décidait de quitter la zone euro lors du référendum. "Le traité ne prévoit pas de sortie de la zone euro sans sortie de l'UE", affirme Karolina Kottova.

Après avoir longtemps protesté contre les plans de sauvetage qui ont amené à une austérité très forte pour la population, l'opposition semble avoir mis de l'eau dans son vin. "Le nouvel accord sur la poursuite de l'aide à la Grèce est inévitable et il faut le garantir", affirme le chef de file de Nouvelle Démocratie (ND) Antonis Samaras à 15h. Le chef de l'opposition, requinqué par les critiques européennes à l'encontre de Papandréou appelle même "à un gouvernement temporaire de transition qui aura comme mission exclusive le déroulement des élections et l'approbation de l'accord" européen. Le premier ministre saluera quelques heures plus tard "la position du parti de l'opposition de la droite", sur l'accord européen. En jugeant toutefois catastrophique "la tenue d'éventuelles élections anticipées en Grèce.

Deux écoles s'affrontent sur ce point. Georges Prevelakis, professeur de géopolitique à la Sorbonne appelle à des élections anticipées. "Papandréou doit quitter le pouvoir, c'est souhaité par tout le monde, même au niveau européen. Il a très mal appliqué les plans d'austérité, il a bloqué le secteur privé et il a démantelé l'Etat. Et la perspective d'élections anticipées et l'alternance au pouvoir va calmer les débats". Mais pour le politologue grec Georges Sefertzis, il faudrait plutôt envisager un gouvernement de coalition pour éviter la crise politique. "C'est une solution très saine et sûre pour une période transitoire. On pourrait ensuite penser à des élections anticipées d'ici à l'automne prochain." Une chose est sûre: après son choix d'organiser un référendum et son probable revirement 48h plus tard, Papandréou a montré que son avenir à la tête du pays devrait rapidement toucher à sa fin.

«La crise dans la zone euro va durer et augmenter !»

Source : www.trends.be du 04/11/2011

«L'impact futur de cette crise sur le monde et le commerce chinois augmentera», estime le ministre du Commerce de l'Empire du milieu. Qui se dit toutefois confiant sur la capacité de l'Europe à «contrôler cette crise et à y mettre fin».

La crise dans la zone euro a eu, jusqu'à présent, un impact limité sur la Chine et l'économie mondiale, mais ses effets négatifs vont s'accroître en raison de sa durée prévisible, a estimé jeudi à Cannes Chen Deming, ministre chinois du Commerce.

Les problèmes de la zone euro ont «pour le moment un impact plutôt faible sur la demande, a noté devant la presse le ministre chinois, en marge du sommet du G20. Donc il n'y a pas trop d'impact sur notre commerce. Mais il y a aussi une période encore en cours avant que la crise ne soit vraiment sous contrôle. Mon sentiment est donc que l'impact futur de cette crise sur le monde et le commerce chinois augmentera.»

Le ministre s'est dit toutefois confiant sur la capacité de l'Europe à «contrôler cette crise et à y mettre fin». Toutefois, «nous pensons que ce sera un processus long. Cela aura un impact sur l'économie mondiale.»

Répondant aux critiques des Etats-Unis et d'autres pays accusant la Chine de maintenir sa devise, le yuan, artificiellement sous-évaluée, Chen Deming a estimé que les demandes pressant Pékin de réévaluer sa monnaie ne servent qu'à «provoquer de grandes difficultés».

Adhésion de la Palestine à l'ONU : le vote compromis

Source : www.levif.be du 04/11/2011

Les Palestiniens risquent de ne pas réunir le minimum de neuf voix requis au Conseil de sécurité. La France, la Grande-Bretagne et la Colombie ont annoncé jeudi qu'ils comptaient s'abstenir.

La France, la Grande-Bretagne et la Colombie ont annoncé jeudi au Conseil de sécurité qu'ils comptaient s'abstenir lors du vote sur l'adhésion de la Palestine à l'ONU prévu d'ici la fin de l'année, ont renseigné des diplomates sous couvert d'anonymat.

Six pays du Conseil de sécurité ont déjà publiquement annoncé qu'ils voteraient pour l'adhésion d'un Etat de Palestine: le Brésil, la Chine, l'Inde, le Liban, la Russie et l'Afrique du Sud. L'Allemagne n'a pas indiqué ses intentions mais elle devrait soit s'abstenir soit voter non, selon des diplomates. Le Portugal devrait s'abstenir, tout comme la Bosnie-Herzégovine. "Le Nigeria et le Gabon devraient soutenir les Palestiniens", a indiqué un diplomate occidental.

Un projet de rapport sera formellement présenté le 11 novembre lors d'une ultime réunion au niveau des ambassadeurs. Ensuite, il faudra qu'au moins un des quinze pays du Conseil demande le passage au vote, peut-être d'ici la fin novembre, mais vraisemblablement avant la fin de l'année, selon des diplomates.

Des chances quasi-nulles d'adhésion

Lors de ce vote, les Palestiniens risquent fort de ne pas réunir le minimum de neuf voix pour que le Conseil de sécurité établisse une recommandation positive pour l'Assemblée générale. Dans tous les cas, même s'il y parviennent, Washington a déjà annoncé qu'il opposerait son veto.

Riyad Mansour, ambassadeur palestinien à l'ONU, a souligné devant la presse qu'il "était temps pour le Conseil de sécurité d'agir", ajoutant qu'il avait rencontré l'ambassadeur portugais à l'ONU, Jose Filipe Moraes Cabral, qui assure la présidence du Conseil pour novembre, et qu'il lui avait demandé une réaction du Conseil face "aux provocations et représailles" israéliennes après l'admission de la Palestine à l'Unesco. Israël a décidé d'accélérer la construction de 2 000 logements à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée et de geler provisoirement le transfert de fonds dus à l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas, s'attirant une avalanche de critiques de la communauté internationale.

Après l'Unesco...

La saga palestinienne à l'ONU a commencé le 23 septembre par le dépôt d'une candidature par le président palestinien Mahmoud Abbas. Israël y est farouchement opposé et les Etats-Unis aussi.

Le Palestiniens ont néanmoins gagné une importante victoire diplomatique avec leur adhésion surprise à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) le 31 octobre par 107 voix pour, 52 abstentions et 14 voix contre (dont les Etats-Unis).

En cas d'échec au Conseil de sécurité, ils auront encore toutes les chances d'obtenir un vote favorable à l'Assemblée générale pour un statut intermédiaire d'Etat non-membre d'observateur aux Nations unies.